

NOTE DE TRANSMISSION

du : Secrétariat

à : la Convention

Objet : **Réaction de la Convention des jeunes au projet de Constitution**

Le Secrétaire-Général de la Convention a reçu la réaction de la Convention des jeunes au projet de Constitution, soumise par M. Giacomo Filibeck (Président), Mme Ellen Trane Nørby (Vice-Présidente) et Mme Roberta Tedesco Triccas (Vice-Présidente).

Réaction de la Convention des jeunes au projet de constitution

(soumise par M. Giacomo Filibeck, Mme. Ellen Trane Nørby,
Mme. Roberta Tedesco Triccas)

Bruxelles, 21 mai 2003

Les jeunes européens ont une grande responsabilité à jouer dans la construction de l'Union européenne. Ils ont le droit de participer à la prise de décision et de contribuer à la formation de l'opinion publique. La Convention des jeunes a pour but de leur offrir une plateforme pour exprimer leurs idées et leurs préoccupations. Elle vise à renforcer leur engagement citoyen et à leur donner une voix dans les débats européens. La Convention des jeunes est une initiative unique qui permet aux jeunes de participer à la construction de l'Union européenne. Elle est ouverte à tous les jeunes européens et leur permet de partager leurs idées et leurs préoccupations. La Convention des jeunes est une initiative unique qui permet aux jeunes de participer à la construction de l'Union européenne. Elle est ouverte à tous les jeunes européens et leur permet de partager leurs idées et leurs préoccupations.

Extrait du texte final adopté par la Convention européenne des Jeunes, juillet 2002

A. Introduction

S'inspirant du mandat que lui a confié le Conseil européen de Laeken, ces derniers mois la Convention européenne (aux côtés du Parlement européen, de la Commission européenne et de nombreux Etats membres présents et à venir) a cherché à impliquer activement les jeunes dans la construction et la réforme de l'Union européenne.

Non contente d'adopter un document regorgeant d'idées concrètes et de propositions constructives, la Convention européenne des Jeunes de juillet 2002 a stimulé des débats intenses entre de nombreux jeunes aux niveaux local, régional et national, lors de divers événements de jeunesse sur l'avenir de l'Europe, y compris les conventions nationales des jeunes.

S'inspirant des discussions auxquelles nous avons participé précédemment – que ce soit au sein de la Convention des Jeunes, du Groupe de Contact des ONG de jeunesse, ainsi qu'au sein des conventions régionales et nationales- et des résultats de ces discussions, nous, quarante jeunes de toute l'Europe, nous sommes réunis pendant deux jours afin d'évaluer le travail de la Convention européenne et les propositions pour la future Constitution européenne.

Les délibérations de la Convention sont prometteuses et font un bond en avant dans l'unification de l'Europe. Nous estimons énormément le travail du Praesidium et ses efforts dans ce processus historique unique aboutissant à l'établissement d'une Constitution pour l'Europe. Le travail entrepris jusqu'à ce jour a démontré qu'il était judicieux de convoquer une Convention qui a instauré un modèle efficace pour réformer l'UE.

Lors de notre discussion sur la proposition du Praesidium, il est clairement apparu que toutes les attentes que nous avons formulées dans la déclaration finale de la Convention des Jeunes n'ont pas été satisfaites. C'est la raison pour laquelle nous avons élaboré les commentaires et réactions suivants.

B. Missions et visions pour l'Union européenne

Le texte final de la Convention européenne des Jeunes identifiait et soulignait les valeurs et les missions de l'Europe basées sur la paix, la tolérance, et l'ouverture, tant au dedans qu'au dehors de ses frontières.

Au centre de notre vision figure la promotion des droits fondamentaux et une citoyenneté active, tout particulièrement pour les jeunes.

Titre I - Définition et objectifs

Concernant le Titre I, nous accueillons très favorablement la mention d'une base fédérale pour l'Union ainsi que la référence à une Constitution, comme le demandait la Convention des Jeunes.

La reconnaissance de la personnalité juridique de l'Union était également une demande clé de notre texte final.

La reconnaissance de l'importance de la solidarité entre les générations répond également à nos attentes.

Selon nous, ce n'est pas uniquement la volonté des différents peuples et Etats de l'Europe de construire un avenir commun : il serait bon de mentionner que c'est également la volonté de tout être humain vivant dans l'Union européenne. Nous pensons également que non seulement l'identité nationale, mais aussi les identités régionales des citoyens européens doivent être mentionnées (art. 1).

Les valeurs de l'Union (art. 2)

Nous déplorons le fait que l'égalité, la paix, la solidarité, la justice sociale et le dialogue n'apparaissent pas comme des valeurs centrales dans cet article. En effet, nous considérons qu'il ne suffit pas de faire de la paix et de la solidarité des objectifs.

Comme nous l'avons déclaré dans le document final de la Convention des Jeunes 2002, « Nous voulons une Europe bâtie sur les valeurs fondamentales que sont la paix, la liberté, le dialogue, l'égalité, la solidarité et le respect des droits de l'homme. Au centre de notre vision de l'avenir, il y a une Europe qui est responsable de ses citoyens et qui leur rend des comptes. »

Les objectifs de l'Union (art. 3)

Nous nous réjouissons du fait que ce projet d'article tienne compte de la demande de la Convention des Jeunes d'intégrer dans les objectifs de l'Union des questions importantes telles que le plein emploi, l'égalité entre les hommes et les femmes et la protection sociale. Cependant, nous pensons que les notions d'inclusion sociale, de non-discrimination et de stabilité font défaut. Or, il s'agit de secteurs essentiels dont l'Union européenne doit assumer la pleine responsabilité et elle doit donc les inclure dans ses objectifs.

Nous estimons que la coopération internationale doit être un objectif clé. Ainsi, l'Union cherchera non seulement à affirmer et promouvoir ses valeurs dans le reste du monde, mais elle le fera au moyen de la coopération internationale.

Titre II - Les droits fondamentaux et la citoyenneté de l'Union

Droits fondamentaux (art. 5/6)

Nous avons clairement précisé dans la résolution de la Convention européenne des Jeunes 2002 que la Charte des Droits fondamentaux doit être incluse comme partie centrale de la constitution européenne.

L'intégralité de son texte doit constituer le premier chapitre d'une constitution européenne. Si la Convention européenne suit cette proposition, les articles 5 et 6 du projet de constitution peuvent être supprimés. Comme nous l'avons mentionné dans le document final, la Charte des droits fondamentaux est un instrument essentiel dans la construction d'une Europe des citoyens.

Citoyenneté de l'Union (art. 7)

Notre conception de la citoyenneté est très proche de la définition donnée dans l'article 7. Cependant, nous pensons qu'il est également très important que l'Union assure la promotion de la citoyenneté active et la participation démocratique au moyen d'actions concrètes.

Dans le texte final de la Convention des Jeunes, nous avons souligné que les jeunes qui s'engagent aux niveaux local, régional, national et européen peuvent contribuer grandement à stimuler le débat et à promouvoir la citoyenneté active et l'identité européenne. Nous demandons à la Convention de soutenir cette notion en reconnaissant le concept de citoyenneté active dans la constitution finale. Nous confirmons ainsi l'importance des actions entreprises dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle, de l'intégration sociale, de l'emploi, de la mobilité, de l'information et de la culture. Nous demandons à l'Union européenne de développer et d'optimiser son rôle de coordination dans ces domaines, tout en respectant les compétences des Etats membres.

En lien à cela, nous accueillons favorablement la proposition d'article 30, soumise par le Praesidium de la Convention, qui établit la structure d'une contribution conjointe de jeunes Européens à l'action humanitaire de l'action de l'Union, un Corps européen pour l'aide humanitaire volontaire et l'idée d'un service civil européen.

Enfin, nous prions la Convention d'incorporer un Article sur la jeunesse dans la partie II de la nouvelle constitution, qui reconnaisse une politique de la jeunesse ambiguë. Cet article doit définir les compétences de l'UE et des Etats membres en respectant pleinement les principes de subsidiarité et de proportionnalité. Cela doit inclure une plus grande considération des jeunes dans d'autres politiques les concernant directement. Conformément à la procédure de codécision, cet article doit être mentionné à l'article 251 (traité actuel), avoir pour but d'accroître la compréhension mutuelle entre les jeunes, de garantir une pleine participation des jeunes aux décisions et à la mise en oeuvre de l'action de l'UE, de soutenir la recherche sur les jeunes et de fournir des informations sur les actions et politiques de l'UE en lien à la jeunesse.

C. Démocratie et Participation

En tant que représentants des jeunes en Europe, nous croyons fermement aux principes de la démocratie et de l'Etat de droit. Nous accueillons favorablement le projet de Constitution du Praesidium de la Convention que nous considérons comme un grand pas en avant vers une Union plus démocratique. Néanmoins, les articles constitutionnels ne parviennent pas à clairement distinguer les tâches des différentes institutions, comme le demandait la Convention européenne des Jeunes en juillet 2002. Ils ne parviennent pas non plus à placer les citoyens de l'Union au coeur de l'Union européenne. Afin d'aboutir à une constitution fédérale, comprenant une structure institutionnelle européenne renouvelée, au sein de laquelle la jeunesse européenne a le pouvoir d'expression, nous demandons que la proposition du Praesidium soit considérablement améliorée.

I. Titre IV. Institutions

a) Article 15 – Le Parlement européen

En tant que représentant des citoyens de l'Union et en tant que seul organe directement élu de l'UE, le Parlement européen doit jouer un rôle primordial dans le cadre institutionnel de l'Union européenne. Aux côtés du Conseil, il doit incarner la législature et le pouvoir budgétaire de l'Union européenne. Pour garantir un cadre institutionnel unique et compréhensible, aucune exception ne doit être faite à la règle de codécision. Afin de garantir des contrôles et des équilibres dans les lois et législations européennes, le PE doit en principe avoir le droit d'initier une législation. Le Parlement européen aura le droit de décider de son siège. Nous pensons qu'il devrait être situé à Bruxelles.

b) Article 17 – Le Conseil

Nous nous réjouissons de la proposition du Praesidium de la Convention d'introduire la procédure de codécision dans un plus grand nombre de domaines politiques. Suite au résultat de la Convention des Jeunes en 2002, nous soulignons néanmoins que le Conseil doit être transformé en deuxième chambre du système parlementaire européen, représentant les intérêts des Etats membres de l'Union. En outre, le PE doit être la seconde législature de l'Union. Cela garantira que les demandes des citoyens et des Etats d'Europe soient respectés en toute égalité. Les décisions dans les domaines particulièrement sensibles doivent être prises à la double majorité des Etats et des individus.

c) Articles 16 et 16a – le Conseil européen et son président

Nous sommes d'accord avec la proposition du Praesidium de la Convention de clarifier le rôle du Conseil européen en lui octroyant le statut d'une institution. Cependant, nous rejetons fermement toute tentative du Praesidium de la Convention de renforcer le rôle du Conseil européen et de son président. En vue d'éviter la répétition de structures entre la Commission européenne et le Parlement européen, ainsi que la Commission, le rôle du Conseil européen doit être limité à celui d'insuffler un élan politique au débat politique de l'Union européenne. Le Conseil européen sera dépourvu de pouvoir législatif ou exécutif dans l'Union européenne. Nous rejetons par conséquent la procédure proposée dans l'art. 16a partie I. Il s'agit là d'un processus anti-démocratique qui ne ferait rien pour accroître la légitimité et la transparence de l'Union et pourrait miner le rôle des autres institutions de l'Union.

Tout en respectant l'équilibre géographique, un président unique doit être élu parmi les membres du Conseil européen. Le rôle du président est de préparer et de présider les réunions du Conseil européen. La Constitution doit interdire le droit de veto des membres individuels du Conseil européen.

d) Articles 18 et 18a – la Commission européenne et son président

L'échec de la Constitution pour transformer la Commission européenne en un véritable pouvoir exécutif de l'Union ne garantira pas une mise en oeuvre effective des compétences de l'Union comme l'a demandé la Convention des Jeunes. Nous rejetons une fois encore la proposition du Praesidium de la Convention concernant l'élection du Président de la Commission car nous la considérons vague et anti-démocratique. Le Président de la Commission doit être le chef de l'exécutif européen et il doit être proposé et élu par le Parlement européen. L'unique rôle du Conseil européen doit être d'approuver cette décision. De cette manière, les citoyens pourront participer à la procédure de sélection du pouvoir législatif et exécutif de l'Union par le biais des élections parlementaires européennes.

La Commission doit choisir un nombre limité de Commissaires, se basant sur des domaines politiques. Les Commissaires seront choisis sur base de leurs qualifications personnelles et de leurs compétences. La composition de la Commission européenne doit respecter un équilibre entre hommes et femmes et un équilibre géographique.

Pour empêcher des dysfonctionnements majeurs au sein de la Commission, il faut instaurer le droit de destitution de la Commission et de commissaires individuels à la majorité des deux tiers du Parlement européen en cas de grave infraction dans leurs devoirs et obligations. Le Président de la Commission doit également avoir le droit de destituer des commissaires individuels.

e) Article 35 – Ombudsman

La position du médiateur européen doit être reconnue comme faisant partie de la structure institutionnelle de l'Union et être déplacée au Titre IV.

f) Article X – Congrès des peuples d'Europe

Nous ne voyons pas la nécessité d'une autre institution dont l'objectif des pouvoirs reste vague, et qui ne ferait que compliquer davantage les structures de l'Union. Nous rejetons par conséquent la proposition d'article X sur le Congrès des peuples.

II. Démocratie et transparence

a) Article 36 – Transparence des débats législatifs de l'Union

L'Union d'aujourd'hui ne peut être liée à ses citoyens que par l'adoption d'une approche plus démocratique et transparente de ses procédures. Nous demandons que toutes les réunions des institutions de l'Union soient ouvertes, y compris les groupes de travail et les organes similaires, et qu'il y ait transmission de toutes les réunions sur l'Internet. Chaque citoyen de l'UE doit avoir le droit d'être informé à propos de toutes les réunions des institutions européennes. Tous les documents doivent être accessibles au public. Les exceptions à cette règle exigeront une justification compréhensible. Les ordres du jour doivent être disponibles avant chaque réunion et les compte-rendus pourront être téléchargés sur le site web immédiatement après une réunion. En outre, il faut qu'au sein de toutes les institutions de l'Union existe une obligation pour les fonctionnaires de se référer aux lois, aux documents et aux informations requises par les citoyens ou par d'autres institutions européennes.

b) Article 25 – actes législatifs

Une réforme institutionnelle ne suffira pas pour aboutir à un système démocratique. En plus des institutions, ce sont surtout les procédures de l'Union qui doivent être simplifiées si nous voulons parvenir à une Union plus démocratique. Nous apprécions la simplification des actes juridiques prévus dans la proposition du Praesidium. Nous sommes opposés à l'article 25 point 2, car nous estimons que le Conseil et le PE doivent conjointement légiférer dans tous les domaines de législation de l'Union, conformément à la procédure de codécision.

III. Participation de la société civile, y compris les jeunes

a) Article 34 – le principe de démocratie participative

La participation des citoyens de l'Union à la politique européenne ne peut être garantie que si les citoyens prennent part au travail politique de l'UE. Nous nous réjouissons de la volonté de la Convention d'introduire un dialogue ouvert, transparent et régulier. Il ne suffira pas d'ouvrir seulement quelques réunions au public et de créer de nouveaux fora et de nouvelles pages sur l'internet. Nous insistons sur la création d'un dialogue structuré entre toutes les institutions et la société civile, qui soit ouvert aux organisations et aux individus. Un effort particulier doit être fourni pour impliquer les sections marginalisées de la société. Nous demandons une consultation permanente entre l'Union et les jeunes citoyens, particulièrement en ce qui concerne la politique de jeunesse. Un accent particulier doit également être mis sur la participation de la société civile locale au débat européen, étant donné qu'elle est en contact direct et étroit avec tous les citoyens ordinaires.

Ensuite, nous critiquons le projet IV « la vie démocratique de l'Union », l'article 34 n'inclut pas le rôle des partenaires sociaux et le principe du dialogue social.

Il faut également une obligation constitutionnelle pour toutes les institutions de régulièrement consulter les acteurs de la société civile. Cela comprend l'obligation de la Commission européenne de consulter les acteurs de la société civile lorsqu'elle fait usage de son droit d'initiative.

b) Partie 2 de la Constitution

Nous demandons que la deuxième partie de la Constitution comprenne des mesures plus concrètes pour impliquer les jeunes dans la démocratie européenne. Le résultat final de la Convention européenne des Jeunes en juillet 2002 offre des mesures spécifiques de participation des jeunes qui doivent être prises en compte par la Convention.

IV. Titre III – Compétences

Nous accueillons favorablement les articles du titre III de la Convention car ils correspondent aux demandes de la Convention européenne des Jeunes. Cependant, nous insistons pour que la « jeunesse » fasse l'objet d'un domaine politique séparé dans l'article 15 car l'éducation et la formation professionnelle sont des domaines qui ne concernent pas uniquement les jeunes.

V. Ratification et amendement de la Constitution européenne

a) Article F – Révision de la Constitution européenne

Nous demandons que les amendements constitutionnels mineurs soient convenus au sein de la structure institutionnelle de l'Union européenne, exigeant des majorités spéciales. C'est l'unique garantie pour empêcher d'autres impasses constitutionnelles basées sur des vétos individuels d'Etats membres, ce qui est généralement le cas lors des conférences intergouvernementales.

Nous rejetons la proposition de poursuivre le processus des CIG et demandons à la place qu'une méthode ouverte et transparente d'amendement constitutionnel de questions importantes soit adoptée dans un vaste référendum européen. Un tel référendum doit avoir lieu simultanément dans l'ensemble des pays de l'Union et reposer sur la même question. Ce référendum sera un succès si la majorité des citoyens de l'Union votent en faveur de la question proposée.

b) Article G – Ratification de la Constitution

Nous souhaitons créer une Union européenne démocratique et efficace. C'est pourquoi nous sommes convaincus qu'il ne devrait pas être possible pour un Etat membre individuel ou pour un petit groupe d'Etats de bloquer la ratification de la Constitution européenne. Cette dernière doit être ratifiée par tous les pays de l'UE qui veulent faire partie de la future UE.

VI. Article 46 – Retrait de l'Union

Nous sommes convaincus qu'aucun Etat membre ne peut être obligé de faire partie de l'Union contre la volonté majoritaire de ses citoyens. Nous apprécions donc la possibilité dont dispose chaque Etat membre de se retirer de l'Union. Cependant, nous souhaitons souligner que le retrait doit être le résultat d'un processus de négociation entre l'Union et l'Etat membre qui se retire. Les implications financières et politiques d'un retrait de l'Union doivent être clairement expliquées à la population de l'Etat membre pendant les négociations portant sur le retrait.

VII. Deuxième partie de la Constitution

Pleinement conscients que la deuxième partie de la Constitution est tout aussi importante que tous les autres articles, nous demandons qu'elle soit finalisée dans le contexte de la méthode de la Convention. Bon nombre des articles respectifs ne sont pas purement techniques, mais hautement politiques. Par conséquent, nous demandons au Praesidium de soumettre tous ces articles à la Convention avant qu'ils ne soient soumis à la CIG, donnant ainsi suffisamment de possibilités aux membres de la Convention d'améliorer le texte avant qu'il ne soit largement acceptable pour la Convention.

D. L'Europe dans un monde globalisé

En juillet 2002, le groupe de travail de la Convention européenne des Jeunes sur « l'Europe dans un monde globalisé » a identifié certaines demandes clés que nous, jeunes, considérons comme nécessaires pour la position de l'Europe en tant qu'acteur mondial dans un monde de plus en plus multipolarisé. Celles-ci comprenaient le développement de la politique étrangère et de sécurité commune comme compétence exclusive de l'Union, la désignation d'un seul Commissaire pour les Affaires étrangères, la création d'une armée européenne unique, l'engagement dans la gouvernance mondiale avec l'UE parlant d'une seule voix dans l'organisation internationale, une demande de traité investissant 0.7% du PNB de l'Europe dans l'Aide publique au Développement (APD) et un engagement de l'UE dans la lutte contre le terrorisme.

L'an dernier, les questions de PESC ont occupé l'avant-scène de la Convention. La crise irakienne a mis le doigt sur la faiblesse de l'UE en matière de politique étrangère et de capacité militaire. Nous pensons que cela doit aboutir à un nouvel empressement de la Convention et des gouvernements membres d'élaborer une politique étrangère et de défense de l'UE qui soit réalisable.

Politique étrangère et de sécurité commune

Nous accueillons favorablement les propositions de la Convention visant à renforcer la PESC contenue dans le titre V du projet de traité. Bien que nous favorisions la politique étrangère comme une compétence exclusive de l'UE sous la direction exécutive de la Commission en juillet dernier, nous acceptons que le meilleur moyen d'observer un progrès sera de maintenir la PESC comme un processus **intergouvernemental**, conformément au processus proposé par la Convention.

Toutefois, nous désapprouvons la proposition de la Convention de maintenir l'unanimité dans le processus de prise de décisions au sein du Conseil. Nous pensons que le **Vote à la Majorité qualifiée** doit être appliqué à toutes les décisions relatives à la PESC. L'abstention constructive est à encourager, mais elle n'empêchera pas l'obstruction de la part d'un ou de plusieurs Etats membres. Cela permettra que des décisions soient prises dans un plus grand nombre de domaines, plus rapidement et plus efficacement.

Nous nous réjouissons de la **proposition d'article 14** demandant aux Etats membres de « soutenir activement et sans réserves la Politique étrangère et de sécurité commune ». Elle doit être renforcée pour inclure des mesures pouvant être prises pour garantir que cette provision soit respectée.

Ministre des Affaires étrangères de l'UE

Nous accueillons favorablement la proposition de créer le poste de Ministre des Affaires étrangères de l'UE qui participera au Conseil européen, présidera le Conseil des Affaires étrangères et sera également Vice-président de la Commission. Le Traité devra prévoir la **création d'un département doté de toutes les ressources nécessaires** pour soutenir le Ministre.

Etant donné qu'il est envisagé que le Ministre informe et consulte le Parlement, et qu'il coordonne les actions extérieures qui font actuellement partie du premier pilier, il est logique que sa désignation soit approuvée par le Parlement européen. Cela ajoutera à sa légitimité démocratique et à sa crédibilité en tant que voix unique représentant l'Europe au sein de fora internationaux.

L'Europe aura une voix unique au sein des organisations internationales

Nous réaffirmons notre point de vue selon lequel **l'Union européenne doit être représentée et reconnue comme entité unique au sein des Nations Unies** et d'autres organisations internationales où c'est possible. Les propositions de la Convention contenues dans l'article 14 du titre sur l'action extérieure ne vont pas suffisamment loin étant donné qu'elles reposent sur la coopération continue et la bonne volonté des Etats-nations représentés au sein de l'ONU. Toutefois, nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une proposition novatrice et originale qui représenterait un grand pas en avant si les gouvernements pouvaient être convaincus de l'adopter.

Politique européenne de Sécurité et de Défense

La création d'une agence européenne de l'armement et de recherche stratégique (AEARS) est une proposition que nous accueillons favorablement étant donné qu'elle contribuera à combler le fossé s'élargissant entre l'UE et les Etats-Unis en ce qui concerne la capacité militaire, la technologie et la recherche.

Nous sommes déçus de constater l'échec de l'**établissement d'une armée unique européenne** dans le traité constitutionnel. Cependant, nous reconnaissons que des dispositions sont prises pour faciliter une défense commune établie par une avant-garde d'Etats membres. Cela pourrait conduire à l'établissement d'une armée unique.

Nous soutenons la reconnaissance des obligations des Etats membres auprès de l'OTAN dans le projet de traité constitutionnel. L'OTAN est l'instrument clé pour maintenir une forte alliance transatlantique entre l'UE et les Etats-Unis.

Conformément à notre position prise en juillet dernier, nous nous réjouissons de la possibilité pour les Etats membres d'opter pour ou contre l'AEARS et une défense commune.

Clause Solidarité/Terrorisme

Nous sommes concernés par le texte sur la Clause de Solidarité. Plus précisément, nous pensons que le terme « autorités politiques » doit être clarifié et qu'une explication doit être fournie sur la façon dont les Etats membres seront tenus pour responsables. Nous sommes également préoccupés par le fait que la « prévention du terrorisme » pourrait être utilisée avec abus comme prétexte d'actions d'une grande portée. En outre, la clause de solidarité doit également être appliquée aux catastrophes naturelles et humanitaires.

Coopération au Développement et Aide humanitaire

Nous sommes satisfaits des chapitres sur la coopération au développement et l'aide humanitaire. Cependant, nous souhaitons l'inclusion dans le traité d'un engagement obligatoire de consacrer 0.7% du PNB européen à l'aide publique au développement (APD). Nous sommes plus que favorables à la création d'un Corps européen d'aide humanitaire volontaire (EVHAC). Cela contribuera à construire une identité européenne en matière de politique étrangère, tant parmi les citoyens de l'Union qu'en dehors de l'UE.

L'Union européenne et son environnement immédiat

Nous accueillons favorablement le Titre IX du projet de traité constitutionnel qui propose l'établissement d'une **relation spéciale avec les Etats voisins** impliquant des droits réciproques et des activités conjointes. Cela correspond aux propositions faites par la Convention des Jeunes en juillet dernier.

E. Conclusions

Nous apprécions grandement les possibilités que nous avons eues de contribuer et de participer au travail de la Convention. Nous soumettons nos commentaires sur le projet de Constitution présenté par le Praesidium de la Convention, en espérant qu'ils stimuleront les dernières semaines de discussion et de rédaction de la Convention et le travail de la Conférence intergouvernementale, en vue de construire une Europe plus forte et plus démocratique.

Nous faisons pleinement confiance aux Président et Vice-Présidents de la Convention des Jeunes, à leur capacité en tant que membres observateurs de la Convention, pour qu'ils transmettent notre réaction et la présentent à la Convention et nous demandons aux membres de la Convention et au Praesidium de tenir compte de notre opinion et d'intégrer nos propositions dans le projet final de la Constitution. Nous basant sur l'exemple positif établi par la Convention, nous sommes certains que l'UE continuera à impliquer les jeunes générations présentes et à venir dans la construction de l'Europe.
